LES ENFANTS D'ABORD CANADA

ÉLEVER LE CANADA^MD 2021

10 LES PRINCIPALES MENACES

POUR L'ENFANCE AU CANADA SE REMETTRE DES IMPACTS DE LA COVID-19

APPEL À L'ACTION

RÉSUMÉ

Dans ce que l'on appelle maintenant le Canada[i], la santé et le bien-être des enfants n'ont cessé de décliner, mettant ainsi la vie des enfants en grave danger et l'avenir de notre pays en jeu. Au cours de la dernière décennie, le Canada est passé de la 10e à la 30e place parmi 38 pays riches pour le bien-être des enfants. Pourtant, un mythe persistant veut que le Canada soit l'un des meilleurs endroits au monde pour élever un enfant.

Au cours de l'année écoulée, les effets des fermetures prolongées d'écoles ont joué un rôle important dans l'accélération du classement des 10 principales menaces pour l'enfance. Cet automne, cela fera trois années scolaires qui auront été perturbées par les restrictions du COVID-19. La perte d'apprentissage et les problèmes de santé rencontrés par les jeunes pendant la pandémie les affecteront pendant des années. Les enfants ont besoin d'un accès à l'apprentissage en personne non seulement pour leur éducation, mais aussi pour les programmes nutritionnels, l'activité physique, le soutien social et émotionnel, et les protections contre les abus.

Les enfants et les jeunes ont subi des effets dévastateurs sur leur santé mentale et physique à la suite de la fermeture d'écoles et de mesures de confinement. Les hôpitaux pour enfants ont signalé des admissions sans précédent pour des tentatives de suicide, des troubles de l'alimentation et des troubles liés à la consommation de substances.

Il y a également un retard croissant dans les opérations chirurgicales et les services de réadaptation qui continuent à laisser les enfants et les jeunes dans des situations difficiles.

L'urgence de soutenir les enfants et les jeunes n'a jamais été aussi grande. Une action politique immédiate de la part de tous les paliers de gouvernement est nécessaire pour faire face aux impacts à court, moyen et long terme de la COVID-19, ainsi qu'aux facteurs systémiques sous-jacents liés aux 10 principales menaces et aux quatre thèmes transversaux du rapport *Élever le Canada 2021.*

À la lumière de la crise qui se déroule dans tout le pays, Les enfants d'abord Canada s'est associé cette année aux hôpitaux pour enfants et à d'autres grands défenseurs des enfants pour déclarer le #codePINK, un terme utilisé pour les urgences pédiatriques.

La campagne #codePINK appelle à une réponse d'urgence de la part du premier ministre et des premiers ministres, y compris une réunion urgente des premiers ministres. Des mesures immédiates doivent être prises pour remédier aux problèmes suivants :

---

i Nous utilisons ici l'expression « ce que l'on appelle maintenant le Canada » pour reconnaître que le Canada est situé sur le territoire traditionnel de l'île de la Tortue, et pour reconnaître les impacts oppressifs que le colonialisme de peuplement continue d'avoir sur le territoire et sur les nombreux peuples divers des Premières Nations, des Métis et des Inuits. Aux fins du présent document, nous utiliserons le terme « Canada » à l'avenir, bien que nous reconnaissions que ce territoire sera toujours l'île de la Tortue.

- Réouverture en toute sécurité des écoles, des camps, des parcs et autres installations de loisirs
- Développer les programmes de soins virtuels et réduire les retards dans les opérations chirurgicales et la rééducation
- Investir dans de nouveaux modèles de programmes de santé mentale pour répondre aux demandes urgentes et croissantes
- Planifier dès maintenant une rentrée scolaire en toute sécurité à l'automne

Au moment de la publication, le #codePINK restait en vigueur et une réponse d'urgence de tous les niveaux de gouvernement était toujours en attente. Bien que certaines villes ou provinces puissent rouvrir les écoles cet automne dans des conditions « presque normales », de nombreuses menaces pour l'enfance, antérieures à la pandémie, ont été exacerbées. Les données du rapport *Élever le Canada 2021* révèlent que bon nombre des 10 principales menaces pour l'enfance décrites dans les précédents rapports Raising Canada (2018-2019) sont persistantes, et que pour de nombreux jeunes, les dangers augmentent.

Le rapport de cette année met en lumière les nouvelles recherches qui ont vu le jour au cours de l'année écoulée, liées à ces menaces et éclairées par les expériences vécues par les jeunes, et appelle à une action urgente pour répondre à ces préoccupations.

Élever le Canada 2021 est publié par Les enfants d'abord Canada. Le rapport est également publié avec des appels à l'action conjoints du Conseil des champions.

Les 10 principales menaces : Quoi de neuf?

Au cours des 12 derniers mois, une quantité importante de nouvelles recherches liées à l'état de l'enfance au Canada ont été publiées. Le rapport *Élever le Canada 2021* comprend certaines de ces nouvelles données, ainsi que les contributions d'un groupe diversifié d'experts en la matière qui ont été engagés pour former une équipe interdisciplinaire.

Cette année, le rapport fournit des recommandations pour faire face à chaque menace, en indiquant les différentes façons dont les dirigeants gouvernementaux et les parties prenantes peuvent agir. Cet ajout clé exploite les données pour doter les décideurs des outils nécessaires pour améliorer la vie des jeunes au Canada.

Les enfants et les jeunes sont des citoyens avec des droits. Dans le rapport *Élever le Canada 2021*, un cadre des droits de l'enfant est utilisé pour examiner dans quelle mesure les adultes remplissent leurs devoirs envers les enfants. Les jeunes ont le droit d'être des citoyens actifs

< « Quand je vais à la clinique, ils prennent mon sang, les informations contenues dans mon sang aident des tonnes d'autres enfants. Tous les enfants ne sont pas les mêmes, mais mon sang peut les aider et je peux les aimer! »

Leah, 8 ans, Colombie-Britannique

et engagés et de participer aux décisions qui affectent leur vie. Une analyse des droits de l'enfant met en lumière non seulement ce que nous pouvons faire pour les enfants, mais aussi ce que les enfants peuvent faire pour eux-mêmes.

Lorsque nous examinons les 10 principales menaces pesant sur l'enfance sous l'angle des droits de l'enfant, deux choses apparaissent clairement : En tant que société, nous n'assumons pas nos responsabilités les plus fondamentales pour permettre la survie et le développement des enfants; et les enfants participent rarement aux décisions politiques qui les concernent.

Ils ne sont pas considérés comme des citoyens égaux, et leurs droits sont souvent négligés et dévalorisés. Cela a été évident tout au long de la pandémie de COVID-19. Les données montrent que les enfants et les jeunes au Canada ont subi de graves violations de leurs droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques.

Le processus de recherche pour *Élever le Canada 2021* a inclus plus de consultations d'enfants et de jeunes que les années précédentes afin de s'assurer que ce rapport est éclairé par les expériences vécues des jeunes au Canada. Ces perspectives ont également influencé la manière dont les conclusions de ce rapport sont formulées.

Principales constatations

Menace n° 1 : Blessures involontaires et évitables

- Si l'on constate une réduction globale du nombre d'enfants qui se rendent aux urgences pour des **blessures involontaires et évitables**, on observe une augmentation constante du taux de décès d'enfants liés aux opioïdes et une hausse des empoisonnements et des ingestions de cannabis.

Menace n° 2 : Mauvaise santé mentale

- La mauvaise santé mentale était déjà une préoccupation avant la pandémie, et les effets de la fermeture des écoles ont accéléré cette menace. Les enfants sont confrontés à des facteurs de stress nouveaux ou accrus, ce qui entraîne une **mauvaise santé mentale** qui met en péril leur survie et leur développement.
- Les enfants et les jeunes ont continué à être confrontés à des problèmes de santé mentale pendant la pandémie, diverses sources indiquant une augmentation des niveaux de troubles alimentaires, de troubles liés à la consommation de substances psychoactives chez les adolescents, de tentatives de suicide et de risque accru de stress associé à l'isolement social.

Menace n° 3 : Racisme et discrimination systémiques

- Les effets ancrés et généralisés du **racisme et de la discrimination systémiques** se sont poursuivis tout au long de la pandémie. Le racisme contre les Autochtones, les Asiatiques, les Noirs, les musulmans et les juifs sont devenus particulièrement répandus.
- L'une des principales conclusions est que les enfants des Premières Nations, des Métis, des Inuits et des Noirs sont surreprésentés de façon disproportionnée dans le système de protection de l'enfance.
- D'après des sources de données récentes, les enfants des Premières Nations inscrits représentaient 4 % de la population totale d'enfants au Canada en 2016, mais ils constituaient 36 % de tous les enfants placés en famille d'accueil vivant dans des ménages privés au Canada.

Menace n° 4 : Abus sur mineur

- À la lumière de la pandémie de COVID-19, les universitaires et les défenseurs de l'enfance ont exprimé de grandes inquiétudes quant à l'augmentation des taux d'**abus de sur mineur**, qui ne sont pas détectés. Dans certaines compétences, les cliniciens ont vu deux fois plus de nourrissons pour des problèmes liés à la maltraitance, notamment des fractures et des traumatismes crâniens.

Menace n° 5 : Maladies évitables par la vaccination

- Alors que les taux de vaccination contre la COVID-19 augmentent chez les jeunes Canadiens âgés de 12 ans et plus, les inquiétudes concernant la réémergence de **maladies évitables par la vaccination** en raison de retards d'immunisation systématique (chez les tout-petits et les adolescents) sont renforcées. Dans une enquête récente, 45 % des cliniciens ont reconnu que la pandémie avait eu un impact négatif sur les services de vaccination dans leur cabinet.
- L'accès aux vaccins contre la COVID-19 pour les enfants de moins de 12 ans reste une préoccupation constante. Les essais sont toujours en cours et les vaccins pourraient ne pas être disponibles avant 2022.

Menace n° 6 : Pauvreté

- Les taux de **pauvreté chez les enfants** restent élevés au Canada. Près d'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté.
- Les taux de pauvreté des enfants ont continué à augmenter tout au long de la pandémie dans certaines populations. Près d'un tiers des enfants vivant dans des familles monoparentales dirigées par une femme vivaient dans la pauvreté, contre moins d'un dixième des enfants vivant dans des familles en couple.

Menace n° 7 : Insécurité alimentaire

- Au cours de la pandémie, on a constaté une augmentation de 39 % de la prévalence de l'**insécurité alimentaire** au Canada. Les ménages avec enfants sont plus susceptibles d'être confrontés à l'insécurité alimentaire que les ménages sans enfants.
- Les enfants du Canada continuent d'être confrontés à une **crise nutritionnelle**. Le Canada se classe 37e sur 41 pays riches en ce qui concerne la fourniture d'une alimentation saine aux enfants.

Menace n° 8 : Mortalité infantile

- En 2021, le taux de **mortalité infantile** au Canada a augmenté. Il est maintenant le deuxième plus élevé parmi les 17 pays de l'OCDE[ii], avec environ 4,4 décès infantiles/1 000 naissances vivantes. Il s'agit d'un changement marqué par rapport à 1960, année où le Canada se classait au cinquième rang.

Menace n° 9 : Intimidation

- Les enfants et les jeunes sont souvent victimes d'**intimidation** pour les raisons suivantes : s'identifier comme de la communauté 2SLGBTQ+[iii]; à cause de leur race ou leur ethnicité, de leur statut de nouvel arrivant, de leur handicap, de leur religion et de leur identité autochtone. Malheureusement, lorsque les élèves victimes d'intimidation racontent leur expérience à quelqu'un, une solution n'est trouvée que dans environ un tiers des cas.

Menace n° 10 : Inactivité physique

- Pour de nombreux enfants, l'**inactivité physique** a constitué une préoccupation majeure pendant la pandémie, de même que l'augmentation des comportements sédentaires. Dans toutes les régions du Canada, les parents ont indiqué que les enfants ont montré une diminution du temps passé à l'extérieur et dans les jeux en plein air, l'Ontario ayant connu la plus grande diminution dans les deux cas.

Thèmes transversaux

Outre les dix principales menaces persistantes, le rapport *Élever le Canada 2021* identifie également **quatre thèmes transversaux** qui ressortent de la littérature :

ii Organisation de coopération et de développement économiques

iii 2SLGBTQ+ désigne les personnes qui s'identifient comme suit : bispirituel, lesbien, homosexuel, bisexuel, transgenre, queer, en questionnement, ainsi que d'autres orientations sexuelles et identités de genre.

Thème 1 : Accès à l'éducation et à la garde d'enfants

- La **fermeture des écoles** a perpétué les problèmes de santé mentale auxquels les enfants ont été confrontés en raison de l'isolement social, du manque de programmes récréatifs et des changements éducatifs associés à la pandémie. Les fermetures ont également eu pour conséquence de nuire aux enfants dans d'autres domaines de leur vie, notamment en matière de sécurité alimentaire, d'exposition à la violence et de diminution de l'activité physique. Au-delà de ces préoccupations cruciales et multiformes, les « enfants du troisième panier », c'est-à-dire les enfants qui ont été « évincés » de l'école et n'ont pas fréquenté l'école en personne ou en ligne, sont de plus en plus nombreux.Au Canada, on estime à 200 000 le nombre d'enfants dans cette situation.
- Les **fermetures de services de garde d'enfants** ont eu un impact négatif similaire, en particulier sur les familles qui doivent trouver un équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale pendant un confinement ou au retour au travail.

Thème 2 : Accès aux soins de santé et aux services sociaux

- Au Canada, les jeunes ont connu des retards dans leur capacité à a**ccéder à la fois aux soins de santé et aux services sociaux**. Ils ont également été confrontés à des retards dans l'obtention de diagnostics médicaux, dans l'accès aux services de réadaptation et dans la réalisation d'opérations chirurgicales, ce qui peut entraîner des conséquences graves et potentiellement irréversibles. Par exemple, les cliniciens ont constaté une baisse du nombre de nouveaux diabétiques de type 1 qu'ils ont diagnostiqués par rapport aux tendances antérieures, et il y a également eu plus de cas d'enfants présentant une acidocétose sévère, une conséquence potentiellement mortelle d'un diabète non traité.

Thème 3 : Inégalités et injustices

- Tout au long de chacune des menaces, **diverses inégalités et injustices** ont été soulevées qui sont associées à des éléments de l'identité d'un jeune (p. ex. la race, le sexe, l'orientation sexuelle et le handicap). Lorsqu'il existe des identités intersectionnelles, ces inégalités et injustices sont aggravées. Les personnes racialisées (y compris les enfants et les jeunes) ont connu des disparités importantes dans les problèmes de santé mentale par rapport à leurs homologues blancs, et les taux de problèmes de santé mentale diffèrent selon les groupes racialisés.

Thème 4 : Changement climatique

- Les enfants, en tant que population, sont les plus exposés aux impacts sanitaires liés au climat en raison des effets directs et indirects du **changement climatique**.

Les effets du changement climatique ont des répercussions particulièrement profondes sur les communautés et les jeunes des Premières Nations, des Métis et des Inuits, avec le risque de décimer les systèmes alimentaires traditionnels et de perturber les droits et le bien-être des communautés autochtones.

Poursuite des préoccupations liées au COVID-19

Au cours des 12 derniers mois, les impacts de la pandémie de COVID-19 ont été considérables pour les enfants et les adolescents, affectant pratiquement tous les aspects de leur vie de manière significative et complexe. Ce n'est pas totalement imprévisible, surtout si l'on tient compte des premières inquiétudes mises en évidence dans le rapport *Élever le Canada 2020*. Cependant, de nouveaux éléments continuent d'indiquer que les jeunes ont subi toute une série d'impacts complexes générés ou perpétués par la pandémie, avec des répercussions **immédiates et à long terme**. À bien des égards, ces impacts ont été étroitement liés aux 10 principales menaces

persistantes soulevées par Les enfants d'abord Canada. Ainsi, le rapport Élever le Canada 2021 met en évidence les preuves liées à la COVID-19, parmi d'autres preuves, relatives à chacune des menaces.

Leçons retenues

Depuis 2018, les rapports *Élever le Canada* de l'organisme Les enfants d'abord Canada tirent la sonnette d'alarme sur les menaces persistantes pour la santé et le bien-être des enfants, le manque de protection de leurs droits et les conséquences de l'inaction. Le manque de priorité accordée aux jeunes, tant avant que pendant la pandémie, a eu des conséquences dévastatrices pour les enfants.

Ce qui est peut-être plus étonnant que les données contenues dans ce rapport, et dans les rapports *Élever le Canada* précédents, c'est que malgré les preuves accablantes des menaces qui pèsent sur la survie et le développement des enfants, si peu a été fait pour intervenir.

Il est temps que le Canada prenne position. Alors que le pays se reconstruit après la pandémie, nombreux sont ceux qui reconnaissent qu'une remise à zéro de la société s'impose. Cette grande remise à zéro doit impliquer de placer les enfants au cœur des plans de reprise en cas de pandémie et d'investir dans les solutions à court, moyen et long terme nécessaires à la survie et à l'épanouissement des enfants.

Cela nécessitera un leadership et un engagement à tous les niveaux, notamment de la part des décideurs politiques, du secteur privé, des dirigeants communautaires, des cliniciens, des enseignants et des parents, pour faire respecter les droits des enfants.

Une réinitialisation de la société nécessitera également un leadership de la part des enfants eux-mêmes. Ils doivent avoir la possibilité d'apprendre et d'agir sur leurs droits, et d'être impliqués dans les décisions qui affectent leur vie. Les enfants ont des idées et des opinions précieuses qui sont cruciales pour le développement de politiques véritablement centrées sur l'enfant. Lorsque les jeunes sont informés et mobilisés, de meilleures décisions seront prises au sein des familles, des écoles et même aux plus hauts niveaux du gouvernement. Un changement efficace et durable ne peut se produire que si nous agissons avec les enfants, et non pour eux.

Au cours de la dernière décennie, les enfants ont subi de graves menaces, qui se sont encore amplifiées au cours de la pandémie. Les preuves sont claires : le coût de l'inaction sociale et politique est trop élevé.

Nous devons investir aujourd'hui dans la santé et le bien-être des enfants et assurer la protection de leurs droits. L'avenir du Canada en dépend.

> « Le COVID-19 est nul. Je veux aller dehors et jouer. »
>
> Sophie, 8 ans, Ontario

PROCHAINES ÉTAPES ET APPELS À L'ACTION

Les enfants d'abord Canada demande à tous les partis fédéraux de s'engager à :

Élaborer un plan ambitieux pour améliorer la vie des enfants et faire du Canada le meilleur endroit au monde pour que les enfants grandissent.

Veillez à ce que la voix des enfants soit entendue et à ce que leurs problèmes soient considérés comme prioritaires.

Placer les enfants au cœur des plans de reprise en cas de pandémie et investir dans les solutions à court, moyen et long terme nécessaires à la survie et à l'épanouissement des enfants.

Il existe 6 éléments essentiels pour améliorer la vie des 8 millions d'enfants au Canada :

1. Nommer un commissaire indépendant pour l'enfance et la jeunesse.

Comme le souligne le rapport *Élever le Canada 2020*, le gouvernement du Canada a la responsabilité de s'assurer que les droits des enfants sont respectés et que les enfants sont en mesure de réaliser leur potentiel, puisque le Canada a ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) il y a 30 ans.

Il existe de nombreuses façons de mieux réaliser les droits des enfants au Canada, tels qu'ils sont décrits dans la CDE. Cela inclut la création d'un poste de commissaire fédéral à l'enfance et à

la jeunesse dont le rôle serait de veiller à ce que la CDE soit mise en œuvre et que les intérêts supérieurs des enfants soient prioritaires dans toutes les décisions politiques pertinentes.

2. Élaborer une **stratégie nationale pour les enfants** afin de s'attaquer aux 10 principales menaces qui pèsent sur l'enfance au Canada et de garantir la pleine protection des droits des enfants.

Comme le souligne le rapport *Élever le Canada 2021*, les enfants et les jeunes du Canada sont confrontés à des menaces graves et complexes pour leur bien-être et leur santé. Ces impacts touchent également les jeunes qui sont confrontés à la marginalisation à un degré encore plus élevé. Il y a donc lieu de demander une fois de plus au gouvernement fédéral de prendre des mesures urgentes, en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, afin de créer et de mettre en œuvre une stratégie nationale pour s'attaquer aux dix principales menaces qui pèsent sur les enfants au Canada et de veiller à ce que toute la portée de la CDE soit réalisée au Canada.

3. Créer un **fonds d'investissement catalytique** pour les enfants et le **budget des enfants afin de s'attaquer aux 10 principales menaces pour l'enfance au Canada.**

Créer un fonds d'investissement de 2 milliards de dollars qui sera alloué au cours des quatre prochaines années afin de catalyser les efforts visant à s'attaquer aux 10 principales menaces pour l'enfance et à replacer le Canada dans les 10 premiers rangs mondiaux pour le bien-être des enfants. Des fonds devraient être mis à la disposition des organisations nationales et locales au service des enfants et des jeunes pour qu'elles mettent en œuvre des stratégies éprouvées et efficaces visant à répondre aux besoins à court, moyen et long terme des enfants, et à susciter des changements significatifs pour la santé mentale et physique des enfants et la protection de leurs droits.

Nous demandons également au gouvernement de publier un budget des enfants afin de garantir la transparence et la responsabilité de toutes les dépenses fédérales en faveur des enfants. Les budgets pour enfants sont une stratégie éprouvée qui a été utilisée dans des juridictions du monde entier pour garantir que les investissements sont consacrés à des programmes fondés sur des preuves qui améliorent la vie des enfants et des futurs adultes. Les budgets des enfants permettent de s'assurer que les enfants reçoivent leur juste part de ressources. Souvent, cette stratégie ne permet pas de dépenser plus d'argent, mais plutôt de dépenser l'argent plus judicieusement. Nous demandons instamment au gouvernement fédéral de continuer à renforcer l'application de la grille d'analyse comparative entre les sexes en ce qui concerne les enfants, qui représentent un quart de la population du Canada.

4. **Mesurer ce qui compte** en mettant en œuvre une étude longitudinale sur la santé et le bien-être des enfants, en assurant la collecte de données désagrégées au niveau de la population dans le cadre de l'Enquête canadienne sur la santé des enfants et des jeunes (ECSCJ), et en tirant parti des données aggravées en temps réel des fournisseurs de services directs, comme Jeunesse, J'écoute.

Bien qu'*élever le Canada 2021* mette en lumière une fraction substantielle de l'énorme quantité de données probantes qui émergent au Canada en ce qui concerne les enfants et les jeunes, il est

encore nécessaire d'investir dans la recherche liée au bien-être et à la santé des enfants. Par exemple, nous manquons d'études longitudinales nationales (et de données connexes) sur les enfants et les jeunes qui pourraient servir de base à l'examen de l'évolution de la santé mentale des enfants et des jeunes canadiens au fil du temps (y compris pendant la pandémie). À ce titre, investir dans une enquête exhaustive menée par Statistique Canada, en guise de suivi de l'ECSCJ, représente une occasion d'obtenir les informations manquantes sur les impacts de la santé mentale. En outre, il doit y avoir une priorité nationale pour la collecte et l'analyse des données raciales relatives aux enfants, notamment en utilisant des méthodes longitudinales.

Nous avons été heureux de l'annonce par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) d'une possibilité de financement qui vise à comprendre et à atténuer les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les enfants, les jeunes et les familles au Canada. Cette possibilité de subvention a été rendue possible par l'Institut du développement et de la santé des enfants et des adolescents des IRSC, en collaboration avec divers autres instituts des IRSC. Il est nécessaire de multiplier les occasions d'aider les chercheurs à entreprendre des recherches centrées sur l'enfant.

5. Fournir un financement et des services équitables aux enfants des Premières Nations, des Métis et des Inuits en mettant en œuvre les appels à l'action de la CVRC et le plan Spirit Bear.

L'une des principales conclusions du rapport *Élever le Canada 2021* est que les enfants des Premières Nations, métis et inuits subissent des préjudices constants et disproportionnés, en particulier à la lumière de la pandémie de COVID-19. Ces impacts sont le résultat des traumatismes générationnels subis par les peuples, les familles et les communautés autochtones, des conséquences permanentes du colonialisme de peuplement et du génocide dévastateur qui continue de nuire aux enfants autochtones. Des recommandations d'action urgente ont déjà été formulées dans les appels à l'action de la CVRC.

De plus, le Plan de Spirit Bear a défini les actions nécessaires pour mettre fin aux inégalités dans les services publics que les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations ont dû endurer – un plan qui s'inspire du principe de Jordan. Malgré ces recommandations formulées par les communautés autochtones, le gouvernement fédéral n'a fait que peu de progrès pour répondre à ces appels afin d'atténuer et de réparer les préjudices subis par les communautés des Premières Nations, des Métis et des Inuits. À ce titre, nous demandons instamment au gouvernement fédéral de prendre des mesures immédiates pour répondre aux appels de la CVRC et du Plan de Spirit Bear.

>

« Je me sens triste et je m'ennuie parce que je ne peux pas faire des choses amusantes. »

Jack, 5 ans, Alberta

6. Impliquer les enfants dans les décisions qui affectent leur vie.

Selon la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, les jeunes ont le droit de participer aux décisions qui ont un impact sur leur vie; de voir leurs opinions reconnues et prises en compte de manière significative. Cependant, cet engagement n'est pas cohérent dans l'élaboration des politiques au niveau fédéral et provincial/territorial. À ce titre, les gouvernements doivent élaborer des stratégies pour consulter les enfants et les jeunes afin de déterminer comment le gouvernement peut soutenir au mieux le bien-être et la santé des jeunes.

Ces stratégies ne doivent pas être universelles, et elles doivent également permettre une certaine flexibilité pour rencontrer les enfants « là où ils sont ». Toutefois, ce qui doit rester constant, c'est que l'engagement doit éviter de banaliser les perspectives et les expériences des enfants et des jeunes, mais doit amplifier ces voix pour répondre à leurs intérêts et à leurs besoins. Des mécanismes tels que le Parlement des jeunes Canadiens et les conseils consultatifs des jeunes devraient être soutenus et utilisés régulièrement par le gouvernement afin de les impliquer de manière significative en tant que leaders d'aujourd'hui et de demain.

Enfin, nous demandons également au gouvernement fédéral d'abaisser l'âge du droit de vote au Canada. Bien que certains adultes puissent considérer ce concept comme radical, la Charte canadienne des droits et libertés protège déjà le droit de vote de chaque citoyen. Les enfants sont des citoyens, et ils ont le droit d'être impliqués dans les décisions qui les concernent, y compris l'élection des membres du Parlement.

Tous les principaux partis politiques fédéraux du Canada permettent déjà aux jeunes de 14 ans de devenir membres et de jouir de tous les droits de participation, y compris le vote dans les courses à la direction des partis et les courses à l'investiture locales. De nombreuses juridictions dans le monde ont réussi à abaisser l'âge du droit de vote et à stimuler l'engagement des électeurs[iv]. En recommandant l'abaissement de l'âge du droit de vote, les jeunes ont également demandé que les enfants et les adolescents soient mieux informés de leurs droits et responsabilités civils et politiques, en plus d'éduquer les adultes et de combattre la stigmatisation selon laquelle les jeunes ne sont pas capables.

Ensemble, nous pouvons faire du Canada le meilleur endroit au monde pour que les enfants grandissent.©

<

« Jouez dehors. Mangez bien. Restez en bonne santé. »

Michelle, 9 ans, Colombie-Britannique

iv Les pays qui ont abaissé l'âge du droit de vote à 16 ans sont les suivants : Argentine, Autriche, Brésil, Équateur, Estonie (élections locales), Allemagne (certaines élections nationales), Malte, Nicaragua, Écosse et Pays de Galles.

À propos de nous

Les enfants d'abord Canada (EAC) est un organisme de bienfaisance national qui sert de voix forte, efficace et indépendante pour les 8 millions d'enfants du Canada. L'organisme exploite la force de nombreuses organisations et personnes qui se sont engagées à améliorer la vie des enfants au Canada, notamment les organismes de bienfaisance et les hôpitaux pour enfants, les centres de recherche, le gouvernement, les entreprises, les dirigeants communautaires et les enfants eux-mêmes. Visitez childrenfirstcanada.org/fr/ pour plus d'informations.

Signataires du Conseil des champions de l'organisme Les enfants d'abord Canada

Dre Susanne Benseler, directrice, Alberta Children's Hospital Research Institute; titulaire de chaire à l'Alberta Children's Hospital Foundation en recherche pédiatrique; titulaire de chaire à Husky Energy en santé infantile et maternelle

Dr Ronald Cohn, président et directeur général, The Hospital for Sick Children (SickKids)

Irwin Elman, ancien défenseur des droits des enfants de l'Ontario, champion stratégique mondial, *Until The Last Child*

Debbie Field, coordonnatrice de la Coalition pour une saine alimentation scolaire

Mary Jo Haddad, chancelière de l'Université de Windsor, ancienne présidente et directrice générale de SickKids, membre du conseil d'administration de TELUS et du Groupe Financier Banque TD

Julia Hanigsberg, directrice générale, Hôpital de réadaptation pour enfants Holland Bloorview

Mark Hierlihy, président et directeur général, Les Fondations d'hôpitaux pour enfants du Canada

Krista Jangaard, directrice générale, IWK Health Centre

Michael Kobor, chaire de recherche du Canada en sciences sociales épigénétique

Kimberly Moran, directrice générale, Santé mentale pour enfants Ontario

Alex Munter, président et directeur général, Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (CHEO) et le Centre de traitement pour enfants d'Ottawa

Dr Holden Sheffield, chef du service de pédiatrie et pédiatre généraliste, Hôpital général de Qikiqtani, Iqaluit, Nunavut

Lori Spadorcia, vice-présidente principale, Affaires publiques, partenariats et stratège en chef, CAMH

Katie Taylor, présidente de RBC et ancienne présidente de la fondation de SickKids

Michael Ungar, chaire de recherche du Canada en résilience des enfants, de la famille et de la communauté